

RWANDA

LE NETTOYAGE ETHNIQUE CONTINUE DANS LES MONTAGNES RWANDAISES

Au cours de leurs missions de reconnaissance dans les montagnes autour de Misesero, les soldats français découvrent des groupes de Tutsis qui se cachent depuis avril, traqués par les milices hutues. Les militaires attendent des moyens et une décision politique pour installer de nouveaux camps de réfugiés. Reportage.

Quatre cents tonnes d'aide arriveront dans les prochains jours à Goma (est du Zaïre). Ce nouveau dispositif doit permettre de répondre en priorité aux besoins des civils. Dans Kigali, d'intenses combats reprenaient hier soir après une journée presque calme. Profitant de la relative accalmie, le CICR a évacué de son hôpital surpeuplé, en zone gouvernementale bombardée en permanence, 40 blessés vers la zone rebelle. Le général Roméo Dallaire, qui commande la Minuar, a expliqué que l'opération française contribue à compliquer encore sa tâche et que depuis qu'elle a commencé, il n'a plus aucun contact avec la direction militaire du FPR.

Province de Kibuye, envoyé spécial
R amenez-nous avec vous. Dites-nous où nous pourrions vous rejoindre. Ici, tout le monde veut vivre avec vous. » Eric Nzaihimana, instituteur, est le chef du groupe d'une centaine de Tutsis surgis des broussailles au passage du détachement de soldats français qui arpentent les montagnes boisées à une trentaine de kilomètres

au sud-est de Kibuye, à deux heures par des pistes à peine praticables de Misesero. Une douzaine de fusiliers-commandos de l'air sont arrivés là dès lundi après-midi pour effectuer une reconnaissance sur la base d'un renseignement. C'est la première fois que les Français s'enfoncent dans les montagnes de la région. La rumeur faisait état de forces du FPR (Front patriotique rwandais), plusieurs milliers d'hommes, qui se cachaient dans les bois et attaquaient le soir les villages hutus des environs. Mais les hommes et adolescents tutsis qu'ils ont découverts là ne sont pas des guerriers. Tout juste des fantômes émaciés, en guenilles, qui survivent sur les hauteurs depuis avril dernier. Tout de suite après l'assassinat du président Habyarimana, disent-ils, les Hutus ont massacré la plupart de leurs femmes et de leurs enfants et brûlé leurs maisons.

Dans un fossé, un cadavre est abandonné en décomposition. Juste à côté, un trou hâtivement recouvert de branchages laisse dépasser deux paires de pieds. « Ils viennent chaque jour avec des armes pour nous tuer. Par groupes de trois cents. Quelques soldats des

FAR (Forces armées rwandaises), des miliciens, des gendarmes et des civils hutus. Aujourd'hui, cinq d'entre nous ont été tués. Ils se cachaient dans des broussailles à deux kilomètres d'ici. Les assaillants ont fui quand ils ont entendu les hélicoptères (des forces françaises) qui survolaient le secteur. » Eric Nzaihimana parle d'une voix calme, dans un français parfait. D'un geste, il désigne la direction où s'est produit l'accrochage. Prudents, les militaires français se sont mis en position de combat.

Pour prouver les faits, quelques Tutsis sont allés chercher le cadavre de l'un d'eux qu'ils ont déposé aux pieds des soldats. Ce jeune homme venait à l'évidence d'avoir la gorge tranchée, après avoir été blessé par balles, quelques heures plus tôt. Cela correspondait aux coups de feu entendus depuis la vallée. A côté, un gamin découvre sa fesse gauche sanguinolente, déchirée d'un coup de machette. Rompu aux opérations à risque, les fusiliers-commandos de l'air détournent la tête. Combien sont-ils à errer ainsi comme un gibier traqué dans les montagnes, se nourrissant du sorgho cueilli en hâte avant la récolte? « Plus de

10 000 qui se dissimulent par petits groupes dans les dizaines de collines du secteur de Misesero », assure l'instituteur. Son groupe, armé de simples bâtons et de rares lances, devient nerveux. Des jeunes viennent de reconnaître le civil hutu qui nous avait accompagné depuis le village de Mubuga. « C'est lui qui dirigeait les assassins. » Les commandos l'entourent pour le protéger.

Juste avant cette rencontre, les Français ont dépassé une voiture, un énorme drapeau tricolore plaqué sur le capot, un autre aussi grand accroché à une hampe. A son bord, deux soldats des FAR. « En faisant comme cela, ils diminuent le risque d'être attaqués. On les prend de loin pour des Français », explique le guide hutu. Deux heures plus tôt, les militaires français avaient pu constater de visu la haine tenace vouée encore aujourd'hui par les Hutus à la minorité tutsie. Haine attisée, guidée par les autorités hutues, qui contredit les propos pacifiques, voire réconciliateurs, tenus par le gouvernement intérimaire. Des voyageurs avaient signalé des massacres de Tutsis près du village de Mont Nyarugati, toujours dans le secteur de Misesero.

A l'entrée du village hutu, l'accueil est symptomatique. Ivre d'alcool de bananes, machette brandie de manière belliqueuse, un villageois effectue une danse du sabre devant un soldat français ébahi. A côté, un policier en civil, médaille à l'effigie du président Habyarimana accrochée à la poitrine, donne sa version: « Il y avait ici cinquante Tutsis (sur 600 habitants). Tous sont partis ou morts. Les femmes, les vieux, les adultes. Tous



Des civils déplacés, à

complices des malfaiteurs (le FPR). » Les enfants aussi? La réponse est terrible: « Oui, les enfants aussi, car les enfants sont les complices des complices. » Il ajoute: « J'en ai tué huit, de ces malfaiteurs. » Le policier explique qu'il assure, sur ordre du bourgmestre de la région, « la défense contre les malfaiteurs cachés dans les forêts » qui, selon lui, « attaquent les villages la nuit ». Tout autour du village, à flanc de montagne, des dizaines de maisons de terre sans toits, brûlées de l'intérieur, témoignent de la violence de l'épuration des villages.

Des attaques de Tutsis, nous ne verrons qu'un signe: la joue recousue d'un jeune Hutu victime d'un coup de machette. Devant la supplique des Tutsis des montagnes, le chef des commandos de l'air, le lieutenant-colonel « Diego » (un nom de code radio). Il souhaite garder l'anonymat est très embarrassé. « Il sera possible de venir vous chercher quand l'aide humanitaire sera arrivée. Nous allons reve-

Barril accuse les «terroristes» du FPR

L'ancien chef de la cellule antiterroriste de l'Elysée estime que l'attentat contre l'ancien Président rwandais était le fruit d'un complot tutsi.

Le capitaine de gendarmerie Paul Barril, ancien membre de la « cellule antiterroriste » de l'Elysée constituée pour partie de spécialistes du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), a réitéré mardi ses accusations contre le Front patriotique rwandais (FPR). Intervenant lors du journal de 13 heures de France 2 au cours duquel il a présenté la fameuse boîte noire de l'avion du président rwandais Habyarimana abattu le 6 avril à Kigali (lire *Liberation* du 28 juin), il a accusé « les terroristes du FPR » d'être responsables de cet attentat.

Précisant qu'outre certains enregistrements entre la tour de contrôle et l'avion présidentiel, il détenait des photos satellitaires de la frontière entre l'Ouganda et le Rwanda, prises le soir de l'attentat, il a affirmé qu'il s'agissait bien d'un complot. En effet, les clichés montrent « des camions qui se précipitent en masse à l'assaut du Rwanda et des forces gouvernementales », ce qui est le signe d'une action conjuguée. Barril ajoute qu'il a récupéré les lance-

missiles ayant servi à l'attentat. Lance-missiles qui, toujours selon lui, n'ont pu être manipulés que par des instructeurs étrangers, vraisemblablement belges, puisqu'il prétend que l'armée régulière rwandaise posséderait des enregistrements de conversations entre militaires du FPR sur lesquels on entend des Occidentaux s'exprimer, en anglais, avec l'accent belge.

Au-delà de ces considérations « techniques », Barril prend visiblement fait et cause pour les forces gouvernementales rwandaises qui, selon lui, seraient victimes d'une agression généralisée des Tutsis du FPR. Il oublie du même coup que ce sont les Tutsis, minoritaires au Rwanda, qui ont fait les frais de cet attentat, puisqu'il a donné le signal d'un massacre généralisé des membres de cette ethnie par les milices gouvernementales hutues.

Ce n'est pas la première fois que Paul Barril intervient dans la région. En effet, en octobre 1993, à la veille de l'assassinat du président burundais hutu Melchior N'Dadaye par un groupe de

militaires putschistes tutsis, il se trouvait à Bujumbura. Il y avait été appelé par un haut responsable de la sécurité du Président, afin qu'il étudie la constitution d'un groupe de protection rapprochée. Certains collaborateurs hutus du Président craignaient, à raison, qu'il soit abattu et renversé par un putsch.

Le jour de l'assassinat du Président, Barril, prévenu de l'imminence d'un complot, était parti. Les putschistes ne le savaient visiblement pas puisque lorsqu'ils ont attaqué le palais présidentiel, ils ont également bombardé l'aile de l'hôtel dans lequel il se trouvait la veille.

Quelques jours plus tard, alors que des extrémistes hutus, prenant le prétexte de la mort du Président (comme au Rwanda plus tard), massacraient allègrement des milliers de Tutsis, Barril était à Kigali. Il retrouvait dans la capitale rwandaise certains exilés hutus du Rwanda, notamment le ministre de la Santé qui lançait par radio des appels à la résistance qui, sur place, au Burundi, étaient compris comme des invitations au massacre des Tutsis. E.L.

